

LOIRE Environnement

« Je ne crois plus aux pétitions, mais à l'engagement physique »

De tous âges et venus d'horizon divers, des citoyens sensibilisés aux enjeux écologiques souhaitent aller au-delà des manifestations classiques pour se lancer dans la désobéissance civile et les actions « coup de poing ». Plongée parmi ces nouveaux activistes verts.

Dimanche après-midi au sein de l'Amicale laïque Michelet de Saint-Étienne, se joue une drôle de scène. Un groupe de personnes vient de s'introduire dans les locaux, s'infiltrer jusqu'à une petite pièce pour venir déranger trois autres personnes en pleine réunion de travail.

Quelques minutes suffisent avant d'être rejoints par un autre groupe se présentant comme des forces de l'ordre. La cohue est totale. Les échanges sont musclés, des hommes et des femmes sont extirpés de la salle avant que le calme ne revienne aussi vite. Fin de l'entraînement.

L'entraînement avant de vraies manifestations

Aujourd'hui, il ne s'agissait de rien d'une véritable manifestation, mais plutôt d'une « simul'action » d'une quarantaine de militants écologistes qui ont participé une journée à une formation de désobéissance civile. Le scénario était monté de toutes pièces. Objectif : perturber une réunion d'élus en train de plancher sur



Les militants écologistes veulent se tourner vers la désobéissance civile. Photo Progrès/Jérémy PAIN

un projet jugé « climaticide ». Pendant dix minutes, chacun a tenu son rôle dans une situation qui pourrait bien se répéter à l'avenir dans un contexte réel. Sans jeu d'acteur cette fois-ci.

« Nous avons étudié les différentes techniques et les manières de résister le plus longtemps possible, décrypte Vincent Bony, porte-parole de l'association Alternatiba-ANVCop21. On ne respecte pas un cadre non-violent spontanément, il faut s'entraîner. » Comment faire passer un message clair dans le calme ? Comment réagir face à l'intervention des forces de sécurité ?

Ce dimanche, les militants étaient venus chercher des réponses en ne cachant plus leur

envie d'actions plus directes, lassés par la faiblesse des politiques de lutte contre le réchauffement climatique. Occupations d'espace public, blocage des sièges de multinationales : les manifestations observées déjà ailleurs en France sont souvent spectaculaires mais pacifiques.

« Je ne crois plus aux pétitions mais à l'engagement physique », se montre déterminée Danièle, 66 ans, retraitée. Aujourd'hui, je n'ai plus de charge de famille. Je n'espère pas terminer en garde à vue mais je suis en forme, je peux monter au créneau. Pour mes petits-enfants. »

« On assume de se retrouver devant les tribunaux »

La plupart d'entre eux ont

déjà participé à des marches climat qu'ils jugent nécessaires mais pas suffisantes. « Se balader dans les rues, je trouve que ça n'amène rien, se désole Manoël, 38 ans, employé dans une collectivité territoriale. Je veux être dans l'action au lieu de regarder de loin et déprimer. » Des actions qui comportent évidemment des risques d'interpellation et de poursuites judiciaires.

« On assume pleinement, à visage découvert. Donc on assume de se retrouver devant les tribunaux », renchérit Vincent Bony, directement concerné puisqu'il comparaitra bientôt en justice pour avoir dérobé un portrait d'Emmanuel Macron en mairie de Sorbiers.

Jérémy PAIN

Une première action contre l'extension du golf de Villerest

Ils n'étaient qu'une quinzaine, le 20 septembre, pour cette action de désobéissance civile mais les militants opposés à l'extension du golf de Villerest ont perturbé une bonne partie de la journée le quotidien des agents de Roannais Agglomération.

Regroupés sous la bannière Action non violente COP 21 Roannais, ils ont occupé illégalement, mais pacifiquement, les locaux, improvisant au passage une partie de golf dans les couloirs du troisième étage de l'immeuble. « Puisqu'il n'est choquant pour personne qu'il soit possible de jouer au golf au détriment des forêts, des terres



Le 20 septembre, des militants opposés au projet d'agrandissement du golf de Villerest, avaient investi par surprise les locaux de Roanne Agglomération. Photo Progrès/Yvan DENÉ

cultivables et des rivières, il est certain que personne ne verra d'inconvénient à ce que nous prenions le temps de jouer paisiblement, nous aussi, dans les locaux publics de Roannais agglomération », avaient alors justifié les intrus.

Une manifestation spontanée, sous le regard étonné puis agacé du personnel. Et qui n'avait été interrompue qu'après quatre heures par les forces de police. Dans un communiqué, Roannais Agglomération avait alors dénoncé « une prise d'otage des agents de la fonction publique à des fins purement politiques. »

42010 - V1